

VOTRE RÉGION

RÉGION EXPRESS

SAINT-VINCENT-LES-FORTS

Courant défavorable au compteur Linky

→ ERDF a eu beau envoyer un courrier pour démonter l'argumentaire des anti-Linky, le conseil municipal de Saint-Vincent-les-Forts s'est malgré tout prononcé contre l'installation chez les particuliers de ces nouveaux compteurs électriques dits intelligents. Le maire a plaidé le « devoir de précaution », s'appuyant sur la délibération d'une municipalité de la région parisienne qui va dans son sens. Celle-ci pointe les menaces potentielles sur la santé de l'installation. « Et en tant que consommateur, qu'est-ce qu'on a à y gagner ? Rien, sauf un tableau des consommations », dit l'adjoint Stéphane Clerjon. Électricien, le conseiller Gérard Michel ajoute : « La principale nocivité, c'est la facture qui va s'alourdir de 30 %. » (Archives photo Le DL/VIRGILE)



ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Les lauréats de l'ordre du Mérite agricole

→ Au titre de la promotion du 1^{er} janvier 2016, le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, Stéphane Le Foll, a promu dans l'ordre du Mérite agricole au grade d'officier Thierry Gaudin, de Sigoyer et a nommé au grade de chevalier, Yves Blanc, de Forcalquier, Claude Chailan, de Lambruisse, Martine Crozals, de Digne-les-Bains, Pascale Demet, de Volx et Sophie Renard, de Simiane-la-Rotonde.

POLITIQUE EXPRESS

HAUTES-ALPES

Trains de nuit : Jean-Marie Bernard s'indigne, écrit au ministre et à la SNCF

→ Dans un courrier qu'il a adressé hier au secrétaire d'État chargé des transports, Alain Vidalies et au PDG de la SNCF, Guillaume Pépy, le président du département des Hautes-Alpes Jean-Marie Bernard s'indigne de la suppression de trains de nuit en ce mois de mars, pour cause de travaux. « Je suis surpris d'apprendre que des liaisons ferroviaires seront supprimées les samedis 12, 19 et 26 et le dimanche 27 mars, représentant une perte de chiffre d'affaires importante pour l'activité économique de nos stations, mais aussi de nos vallées », écrit-il. Il se dit d'autant plus surpris que la pérennité du train de nuit Paris-Briançon a été récemment réaffirmée par l'État. Jean-Marie Bernard demande au PDG de la SNCF de « revoir les dates de fermeture des lignes ferroviaires sur une autre période ».

Par ailleurs, le président du Département s'étonne que les voyageurs se retrouvent « dans l'incapacité de pouvoir réserver des billets de TER du fait que les trains sont complets ; et ce, même deux mois à l'avance ».

PARIS | L'Anem a rencontré le ministre

La révision de la loi Montagne en octobre ?

Ce mercredi, le binôme exécutif de l'Association nationale des élus de la montagne (Anem), Laurent Wauquiez, président (Les Républicains) de la région Rhône-Alpes-Auvergne, et Marie-Noëlle Battistel, députée socialiste de l'Isère, ont été reçus par Jean-Michel Baylet, ministre de l'Aménagement du territoire, de la Ruralité et des Collectivités territoriales.

À la suite du rapport des députés Bernadette Lacroix et Annie Genevard sur un acte II de la loi Montagne et des annonces de Manuel Valls à Chamonix, en septembre lors du Conseil national de la montagne, les élus de massifs s'impatientent.

Laurent Wauquiez a évoqué différentes thématiques qui lui sont chères, comme les dotations pour les territoires de montagne, l'investissement dans les stations de ski, mais aussi la nécessité de réduire les normes, d'assurer la présence médicale sur tout le territoire, d'améliorer la couverture internet et mobile, mais aussi de soutenir l'agriculture.

Selon le cabinet du président de l'Anem, le ministre aurait été réceptif à tous ces sujets majeurs, prenant l'engagement de proposer rapidement un calendrier de travail commun pour faire passer cette loi Montagne avant le mois d'octobre prochain.

Anceffe COMMUNE DE MONTREUIL

Soleil Fun Animations Snowboard

Neige Ski

FERMETURE DE LA STATION Lundi 28 mars selon enneigement

SOIRÉE Givrée SAMEDI 12 MARS 100% FESTIF

SALLE POLYVALENTE - ANCELLE de 21h30 à 1h - entrée gratuite

72185900

GAP | Environ 90 personnes ont manifesté pour défendre, entre autres, leur pouvoir d'achat, devant la préfecture

Après les lycéens, les retraités dans la rue

« Avant, on faisait attention au superflu, maintenant on diminue sur le nécessaire. » À l'instar de Georgette, Nicole et Annie, respectivement 78, 66 et 79 ans, ils étaient 90 à manifester devant la préfecture de Gap.

Ces retraités, et quelques soutiens actifs, étaient venus clamer leur colère à l'appel de plusieurs syndicats au niveau national. La principale raison de cette gronde : le pouvoir d'achat. Les revendications sont multiples : revalorisation des retraites, pension de réversion, fiscalisation... « On essaye de nous faire croire que nous vivons dans un département privilégié, tonne Bernard Burguet, secrétaire général de l'union confédérale des retraités CGT 05. Quel type d'études y a-t-il là-dessous ? Nous avons exacte-

ment les mêmes problèmes qu'au niveau national. » La configuration géographique justement crée « des difficultés physiques d'accès aux établissements et aux soins ».

Près d'une demi-heure après le début de la manifestation, silencieuse, une délégation a été reçue par la chef du bureau du cabinet de la préfecture. « Ils nous ont reçus, ils nous ont écoutés, ils vont transmettre », a résumé Bernard Burguet, devant un parterre de manifestants. Invitant les retraités à se joindre aux rassemblements des 17 et 31 mars contre la loi El Khomri. Quelques manifestants ont déjà pris rendez-vous. « Mercredi, j'y étais déjà et le 17 mars on sera avec les jeunes. On pense à nos enfants et petits-enfants », lance Éveline.

Sandie BIRCAN



« On est là parce qu'il faut montrer qu'on est réactifs, expliquait Georgette, 78 ans. Les retraites ne suivent plus. On ne demande pas à vivre comme des milliardaires mais à vivre correctement. » Comme elles, ils étaient 90 à se réunir pour réclamer plus de pouvoir d'achat mais aussi clamer leur colère face à la fiscalité qui leur est imposée, ou défendre les pensions de réversion. Photo Le DLS.B.

SAINT-CHAFFREY | Elle succède à Jean-Luc Neveu

Catherine Blanchard, élue maire sans surprise

Comme prévu, Catherine Blanchard a été élue maire de Saint-Chaffrey jeudi soir. L'ancienne première adjointe remplace ainsi Jean-Luc Neveu, démissionnaire après avoir été mis en minorité le 19 février. Ce jour-là, le conseil municipal, à la majorité, s'était prononcé contre la vente de la friche piscine-patinoire au promoteur Bouygues Immobilier pour réaliser une résidence hôtelière de 900 lits au pied des pistes de Serre Chevalier. « J'ai estimé que ce projet était peut-être démesuré et que nous n'en avions pas suffisamment débattu au préalable » a justifié Catherine Blanchard, hier soir, juste après son élection.

Le nouveau maire a été élu par les membres du conseil par 14 voix sur 19 (5 votes blancs). Le vote s'est effectué à bulletin secret.

Au sein du conseil municipal, Catherine Blanchard sera secondée par cinq ad-



À 54 ans, Catherine Blanchard est le nouveau maire de Saint-Chaffrey. Elle succède à Jean-Luc Neveu, absent hier soir. Son mandat court jusqu'en 2020.

jointes de son choix : Martine Alyre, Nicolas Galliano, Sylvie Dao Lena, Florent Astier, Anne-Marie Peythieu. Une liste d'union qui a fait consensus au sein du plénum.

Avec une volonté affichée : enterrer la hache de guerre et éviter une scission au sein de la majorité sortie des urnes en mars 2014.

Y.G.

SAINT-PONS | Hier soir

Martine Espanet succède à M. Nicolao

Après les différents événements qui ont secoué la commune de Saint-Pons, et la démission de Michel Nicolao de son poste de premier magistrat après une affaire de vol dans un magasin de bricolage (*Dauphiné Libéré* des 2 et 3 mars), le conseil municipal s'est réuni hier soir afin de choisir un nouveau maire. Martine Espanet, commerçante à Barcelonnette, première adjointe de Michel Nicolao depuis plusieurs années, a été élue pour prendre la tête du conseil. Michel Nicolao était absent et avait donné son pouvoir à Max Calcevino.

La nouvelle élue (avec 12 voix et 3 blancs), a remercié l'ensemble du conseil et insisté sur les nouvelles directives de la mairie : rigueur budgétaire, don de soi, transparence. « Je tiens à remercier Michel Nicolao, qui m'a beaucoup appris. Nous renouvelons ici notre contrat envers la communauté, mal-



Martine Espanet, élue maire.

gré le traumatisme que nous avons traversé. »

Ému, Hubert Mangiapan, conseiller municipal, a tenu à dire quelques mots : « Michel Nicolao est un homme de cœur, toujours disponible et très patient, qui fait beaucoup pour la commune. Si je condamne la faute, je conserve toute mon affection pour l'homme. »

1^{er} adjoint Dominique Okroglic ; 2^e adjoint Jean-Marie Dissot ; 3^e adjoint Daniel Jourdin.

MONTAGNE | Un bilan gâché par la météo pour les remontées mécaniques

Les domaines skiables en baisse de 7 %

Comme nous l'indiquions dans notre article du 5 mars dernier, au terme des vacances de février, les opérateurs de remontées mécaniques déplorait une baisse d'activité alors même que les stations avaient affiché des taux de remplissage satisfaisants.

On connaît désormais l'ampleur de ce recul : 7 % par rapport à l'an dernier et à la moyenne des quatre derniers exercices, selon Domaines skiables de France (DSF), le syndicat professionnel. 7 %, c'est aussi la baisse de fréquentation en cumulé depuis le début de la saison. Après le manque de neige de l'entame de cet exercice 2015/2016, fort pénalisant (-20 %), les domaines ont dû composer avec des conditions météo difficiles en altitude et un enneigement encore aléatoire à basse altitude dans certains massifs. « Les vacances de février s'achevent sur un bilan mitigé pour ces quatre semaines qui représentent un tiers de l'hiver. Le reste de la saison s'annonce meilleur, à la faveur des vacances de printemps qui se dérouleront

sur le mois d'avril, donc à l'intérieur de la période d'enneigement », analyse-t-on chez DSF. Pluie, vent et neige ont occasionné des contraintes d'exploitation, des fermetures de secteurs, des opérations de déclenchements préventifs d'avalanches à répétition et, fatalement, une baisse de motivation de la part de la clientèle. « L'absence de beau temps contraste pour cette période avec la saison passée. La consommation ski des clientèles de proximité s'en est trouvée affectée, mais également celle des clientèles de séjour ».

La Savoie s'en tire bien, le secteur Isère/Drôme tire la langue

Globalement, les domaines d'altitude ont tiré leur épingle du jeu, les très grandes stations sont en baisse de -2 % (-4 % par rapport à la moyenne des quatre derniers exercices) et les petites à -24 % (-21 %). Pour beaucoup de sites modestes, l'enneigement, resté déficitaire en février 2016, s'est ajouté à un Noël souvent sans neige ce qui provoque des situations



Les stations se tournent désormais vers le « printemps du ski ».

économiques très délicates. Les autres stations se tournent vers le mois de mars et le « printemps du ski », avec des niveaux de fréquentation qui pourraient permettre de réduire le retard pris en début de saison, à la faveur de promotions à prix cassés.

Par massifs, dans les Alpes, la Savoie a -3 % sur ces vacances de février (-4 % depuis le début de la saison)

s'en tire le mieux, devant la Haute-Savoie, -5 % (-4 %). Plus durement touchées, les Alpes du sud accusent un retrait de 6 % (-12 %). Mais c'est bien pour le secteur Isère/Drôme que la saison est catastrophique avec une fréquentation cumulée en baisse de 23 % par rapport aux vacances de février 2014/2015 (-14 % depuis le début de la saison).

Pour se consoler, on regardera les autres massifs français qui ont encore plus souffert : les Pyrénées sont en retrait de 9 % par rapport à l'an dernier, le Jura - qui a perdu un tiers de clientèle sur février - de 25 %, le Massif central de 23 % et les Vosges de 19 %. Décidément, 2015/2016 ne restera pas dans les annales.

Antoine CHANDELLIER